

Communiqué de presse, 2 juillet 2009 :

Terminal méthanier du Verdon : le mois des éclaircissements ...

Le conseil de surveillance du Grand Port de Bordeaux vient de montrer de nouveau son mépris à l'égard des populations et des élus des deux rives de l'estuaire, la majorité de ses membres s'étant déclarée favorable au projet de terminal méthanier (Sud-Ouest 2 juillet)

Depuis deux ans, pas une seule collectivité, locale, régionale, départementale ne s'est prononcée en faveur de ce projet. Les populations des deux rives de l'estuaire, défendues par le Collectif des deux rives (plus de 6000 adhérents aujourd'hui), ainsi que leurs élus, manifestent massivement depuis deux ans leur opposition totale à ce projet aberrant.

Or, certains élus, qui ne siègent dans le conseil de surveillance qu'en tant que représentants de leur collectivité, ont adopté une position contraire à celle de leur collectivité (***M. Henri Houdebert, vice président du conseil régional, notamment***)

Des éclaircissements s'imposent :

1/ de la part du conseil régional et de l'ensemble des élus de la gauche girondine : les positions claires prises à l'issue du débat public et réitérées en 2008 et 2009 sont-elles remises en cause ?

A un an des élections régionales une prise de position sur un dossier qui concerne le type de développement futur envisagé par les candidats, ne doit laisser place à aucune ambiguïté.

2/ des éclaircissements sont également nécessaires de la part de l'État : La société 4GAS a été incapable dans le temps imparti (trois ans) par la convention de réservation, signée avec le port de Bordeaux, de démontrer une quelconque crédibilité, technique, financière, administrative, dans la constitution et la présentation du dossier méthanier. Elle a réussi par contre à mobiliser contre elle l'ensemble des habitants et des acteurs économiques et politiques du territoire concerné.

Il faut donc en tirer les conséquences. Nous comptons sur l'engagement de refuser à 4Gas le renouvellement de la convention qui a été ***pris*** début mai 2009, devant les représentants de notre collectif, ***par M. Dominique Bussereau, Secrétaire d'Etat en charge des ports***

C'est la crédibilité de sa politique, notamment au niveau de la réforme des ports, qui est en jeu : les intérêts à court terme de Carlyle et de certains lobbies locaux priment-ils sur l'intérêt général à court et à long terme ?

Nous sommes nombreux à attendre une réponse claire à cette question sur un dossier qui pourrait devenir très vite un enjeu national pour le ministère du développement durable !...espérons simplement que cet enjeu sera celui de la mise en place du premier projet de développement intégré d'un grand estuaire européen respectant à la fois l'environnement, les hommes, et tourné vers une économie d'avenir....

Le Bureau du collectif

www.medocpourtous.org